



Fédération Sud/solidaires des
Transports Urbains et Interurbains

17 boulevard de la Libération

93200 Saint-Denis

06.26.82.81.32 / fede.urbainsinterurbains@gmail.com

Y'A-T-IL UN PILOTE DANS L'AUTOBUS ?

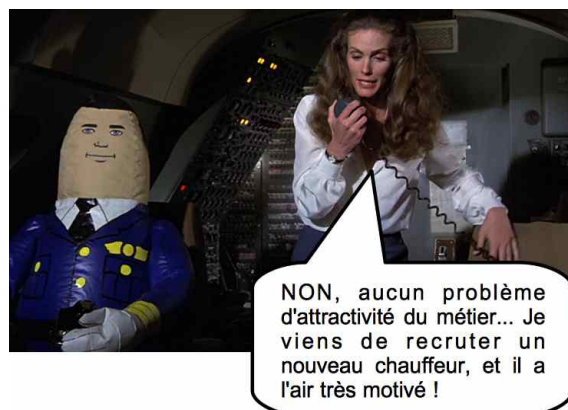
Les trois grands opérateurs du transport terrestre de voyageurs (Kéolis, RATP Dev et Transdev) se font la guerre pour remporter les appels d'offres, et l'exploitation de réseaux. Leurs armes pour faire baisser les prix : l'austérité salariale et la mise en place de services de plus en plus pénibles. La Fédération Sud/Solidaires des Transports Urbains et Interurbains dénonce depuis toujours cette logique, et revendique une gestion publique du Service Public. Aujourd'hui, les faits nous donnent raison. Le métier de chauffeur de bus, autrefois attractif, fait fuir.

LA GRANDE DÉMISSION

Plus aucun opérateur n'est épargné : depuis plusieurs mois, les **démissions de chauffeurs de bus se multiplient**. De nombreux salariés préfèrent tenter leur chance sur un marché de l'emploi pourtant très précaire, plutôt que de rester un jour de plus au volant de leur bus ou de leur car. Certain-e-s tentent de créer leur entreprise, d'autres deviennent chauffeurs VTC. Souvent, ils et elles se retrouvent dans une situation incertaine, mais leur motivation est avant tout de quitter un métier devenu insupportable et mal considéré.

DES PRIMES POUR LES CHASSEURS DE TÊTE

Pour pallier le sous-effectif, les opérateurs n'ont rien trouvé de mieux que de **proposer aux salariés de jouer les recruteurs**. Ainsi, la RATP offre 300 euros à tout agent qui lui soumet un CV. Chez Transdev et Kéolis, la prime monte jusqu'à 500 euros ! Cela montre à quel point l'idéologie capitaliste guide les décisions des opérateurs : ils sont prêts à sortir le carnet de chèques... mais pas pour revaloriser les salaires. Ils préfèrent récompenser celles et ceux qui attirent des candidat-e-s, plutôt que de fidéliser leurs employés en leur montrant un peu de reconnaissance.



UN SERVICE PUBLIC QUI DISPARAÎT

La conséquence de la dévalorisation du métier fait aujourd'hui la une de l'actualité : dans bien des départements, le Service Public n'est plus assuré, ou très mal. Réseaux urbains, interurbains, ou ramassage scolaire : **les usagers passent leur temps à attendre des cars ou des bus** qui arrivent déjà pleins. Cette situation inédite appelle une réponse forte de notre part à nous, les salariés. Nous devons nous organiser pour imposer nos revendications : d'abord, revaloriser les salaires, réduire la pénibilité et le temps de travail, pour, ensuite, embaucher massivement.

**AVEC SUD/SOLIDAIRES, LUTTONS POUR LA RECONNAISSANCE
DE NOS MÉTIERS ET LA DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC !**